



## CHAPITRE 17

### Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés

*[Sanctionnée le 15 décembre 1977]*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### Article premier

L'article 6 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, S.R., c. 20, 1964, chapitre 20), modifié par l'article 1 du chapitre 18 des lois de 1969, remplacé par l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1970, modifié par l'article 1 du chapitre 11 des lois de 1972 et par l'article 7 du chapitre 11 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**6.** Le personnel de la Cour d'appel est de seize juges: un juge en chef appelé le juge en chef du Québec, et quinze juges puînés. Juges.»

Il comprend en outre au plus seize juges surnuméraires, régis par la Loi sur les juges (Statuts du Canada).» Juges surnuméraires.

#### Art. 2

L'article 7 de ladite loi, remplacé par l'article 2 du chapitre 10 des lois de 1970 et modifié par l'article 2 du chapitre 11 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant: S.R., c. 20, a. 7, remp.

«**7.** Des seize juges visés dans le premier alinéa de l'article 6, cinq doivent résider dans la Ville de Québec ou dans ses environs, et onze dans la Ville de Montréal ou dans ses environs. Résidence.»

La résidence d'un juge visé dans le second alinéa de l'article 6 est celle qu'il avait avant de devenir juge surnuméraire. Idem.

Séances.

Ces seize juges doivent siéger à tour de rôle dans la Ville de Québec et la Ville de Montréal; mais le juge en chef peut changer cet ordre temporairement pour un motif jugé valable.»

## Art. 3

S.R., c. 20,  
a. 21,  
remp.

L'article 21 de ladite loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 7 des lois de 1966, l'article 2 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 1 du chapitre 15 des lois de 1968 et l'article 1 du chapitre 14 des lois de 1971, modifié par l'article 3 du chapitre 11 des lois de 1972 et l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1973 et remplacé par l'article 13 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1975 et l'article 1 du chapitre 8 des lois de 1976, est de nouveau remplacé par le suivant:

Nombre  
de juges.

«**21.** La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de cent neuf juges, savoir: un juge en chef, un juge en chef associé, un juge en chef adjoint et cent six juges puînés.

Juges  
surnumé-  
raires.

Elle est en outre composée d'au plus cent neuf juges surnuméraires régis par la Loi sur les juges (Statuts du Canada). La résidence d'un tel juge est celle qu'il avait avant de devenir juge surnuméraire.»

## Art. 4

S.R., c. 20,  
a. 21,  
remp.

L'article 21 de ladite loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 7 des lois de 1966, l'article 2 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 1 du chapitre 15 des lois de 1968 et l'article 1 du chapitre 14 des lois de 1971, modifié par l'article 3 du chapitre 11 des lois de 1972 et l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1973 et remplacé par l'article 13 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1975, l'article 1 du chapitre 8 des lois de 1976 et par l'article 3 du chapitre 17 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Nombre  
de juges.

«**21.** La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de cent dix juges, savoir: un juge en chef, un juge en chef associé, un juge en chef adjoint et cent sept juges puînés.

Juges  
surnumé-  
raires.

Elle est en outre composée d'au plus cent dix juges surnuméraires régis par la Loi sur les juges (Statuts du Canada). La résidence d'un tel juge est celle qu'il avait avant de devenir juge surnuméraire.»

## Art. 5

L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 7 S.R., c. 20, a. 27, mod. des lois de 1966, l'article 3 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1970, l'article 6 du chapitre 8 et l'article 2 du chapitre 14 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 13 des lois de 1973, l'article 14 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article 4 du chapitre 10 des lois de 1975 et par l'article 3 du chapitre 8 des lois de 1976, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant:

«3° Pour le district de Saint-François, avec résidence dans la cité de Sherbrooke ou dans le voisinage immédiat de cette cité, Saint-François. trois juges;»;

b) par le remplacement du paragraphe 6° du premier alinéa par le suivant:

«6° Pour les districts de Saint-François et Bedford, deux juges avec résidence à Sherbrooke, à Cowansville ou dans leurs environs;» Saint-François et Bedford;

c) par le remplacement du paragraphe 7° du premier alinéa par le suivant:

«7° Pour les districts de Hull, Labelle et Pontiac, avec résidence à Hull, quatre juges;» Hull, Labelle, Pontiac;

d) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre de la justice et avec l'assentiment du juge en chef, autoriser un juge à résider à un endroit autre que celui prévu par le présent article.» Autorisation pour résider ailleurs.

## Art. 6

L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 7 S.R., c. 20, a. 27, mod. des lois de 1966, l'article 3 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1970, l'article 6 du chapitre 8 et l'article 2 du chapitre 14 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 13 des lois de 1973, l'article 14 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article 4 du chapitre 10 des lois de 1975, l'article 3 du chapitre 8 des lois de 1976 et par l'article 5 du chapitre 17 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant:

«2° Pour le district de Québec, avec résidence dans la Ville de Québec, ou dans le voisinage immédiat de cette ville, vingt-six juges, dont l'un est spécialement chargé des districts de Gaspé

et de Bonaventure, un autre du district de Beauce, un autre du district de Montmagny, un autre du district d'Arthabaska, un autre du district de Kamouraska, un autre du district de Saguenay et un autre du district de Roberval;».

#### Art. 7

S.R., c. 20,  
a. 59e, aj.

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59d, de la sous-section et de l'article suivants:

« §9.—*Dispositions relatives aux districts judiciaires de Bedford et de Saint-Hyacinthe*

Juridiction  
concurrente.

« 59e. Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Bedford ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Saint-Hyacinthe suivant leur compétence respective dans les affaires civiles, criminelles et pénales, sur le territoire des municipalités de la ville de Saint-Césaire, du village d'Ange-Gardien et des paroisses de Saint-Ange-Gardien, de Saint-Césaire et de Saint-Paul d'Abbotsford.»

#### Art. 8

S.R., c. 20,  
a. 72, mod.

L'article 72 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 17 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 3 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 4 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 3 du chapitre 14 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 11 des lois de 1972, l'article 6 du chapitre 39 et l'article 12 du chapitre 13 des lois de 1973, l'article 25 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article 10 du chapitre 10 des lois de 1975 et l'article 4 du chapitre 8 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

Maximum.

«Le nombre des juges des sessions ne doit en aucun temps dépasser soixante-sept, y compris les deux juges en chef des sessions.»

#### Art. 9

1976, c. 8,  
a. 7, mod.

L'article 7 de la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires (1976, chapitre 8) est modifié par l'insertion, après le quatrième alinéa, du suivant:

Juge  
retraité  
après 31  
déc. 1976.

«De plus, un juge mentionné au premier alinéa, qui est admis à la retraite après le 31 décembre 1976, bénéficie de l'augmentation prévue par le quatrième alinéa dès sa mise à la retraite.»

## Art. 10

L'article 4 de la Loi sur les jurés (1976, chapitre 9) est modifié par l'addition, après le paragraphe *j*, du suivant: 1976, c. 9,  
a. 4, mod.

«*k*) dans les districts judiciaires de Mingan, de Gaspé, d'Abitibi, sauf, dans ce dernier cas, dans les territoires d'Abitibi, de Mistassini et du Nouveau-Québec, une personne qui n'est pas domiciliée dans une municipalité située entièrement ou partiellement dans un rayon de soixante kilomètres du chef-lieu du district judiciaire ou de tout autre endroit autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux articles 46 ou 61 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20).»

## Art. 11

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46, du Id., a. 46a,  
aj. suivant:

«**46a.** Il est interdit à un employeur de congédier, de suspendre ou de mettre à pied un employé ou de modifier ses conditions de travail autres que la rémunération, pour le motif que ce dernier est assigné ou agit comme juré.» Congédie-  
ment, etc.,  
de juré  
prohibé.

## Art. 12

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 1, 2, 4 et 6 qui entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement. à Entrée en  
vigueur  
(25 janv.  
1978,  
G.O.,  
p. 1093).





## CHAPTER 17

### An Act to amend the Courts of Justice Act and the Jurors Act

[Assented to 15 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

**1.** Section 6 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), amended by section 1 of chapter 18 of the statutes of 1969, replaced by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1970, amended by section 1 of chapter 11 of the statutes of 1972 and by section 7 of chapter 11 of the statutes of 1974, is again replaced by the following: R.S., c. 20, s. 6, replaced.

**“6.** The Court of Appeal shall be composed of sixteen judges: one chief justice called “Chief Justice of Québec” and fifteen puisne judges. Judges.

It shall also be composed of not more than sixteen supernumerary judges, governed by the Judges Act (Statutes of Canada).” Supernumerary judges.

**2.** Section 7 of the said act, replaced by section 2 of chapter 10 of the statutes of 1970 and amended by section 2 of chapter 11 of the statutes of 1972, is again replaced by the following: R.S., c. 20, s. 7, replaced.

**“7.** Of the sixteen judges contemplated in the first paragraph of section 6, five shall reside at or near the City of Québec and eleven at or near the City of Montreal. Residence.

The residence of a judge contemplated in the second paragraph of section 6 shall be that which he had before becoming a supernumerary judge. Idem.

Such sixteen judges shall sit in turn in the Cities of Québec and Montreal, but the Chief Justice may temporarily vary the order for any reason he may deem advisable.” Sittings.

R.S., c. 20,  
s. 21,  
replaced.

**3.** Section 21 of the said act, replaced by section 1 of chapter 7 of the statutes of 1966, section 2 of chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 1 of chapter 15 of the statutes of 1968 and by section 1 of chapter 14 of the statutes of 1971, amended by section 3 of chapter 11 of the statutes of 1972 and section 1 of chapter 13 of the statutes of 1973, and replaced by section 13 of chapter 11 of the statutes of 1974, section 1 of chapter 10 of the statutes of 1975 and by section 1 of chapter 8 of the statutes of 1976, is again replaced by the following:

Number of  
judges.

**“21.** The Superior Court, which is a court of record, shall be composed of one hundred and nine judges, namely, a Chief Justice, a Senior Associate Chief Justice, an Associate Chief Justice and one hundred and six puisne judges.

Supernu-  
merary  
judges.

It shall also be composed of not more than one hundred and nine supernumerary judges governed by the Judges Act (Statutes of Canada). The residence of such a judge shall be the same as it was before he became a supernumerary judge.”

R.S., c. 20,  
s. 21,  
replaced.

**4.** Section 21 of the said act, replaced by section 1 of chapter 7 of the statutes of 1966, section 2 of chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 1 of chapter 15 of the statutes of 1968 and by section 1 of chapter 14 of the statutes of 1971, amended by section 3 of chapter 11 of the statutes of 1972 and section 1 of chapter 13 of the statutes of 1973, and replaced by section 13 of chapter 11 of the statutes of 1974, section 1 of chapter 10 of the statutes of 1975, section 1 of chapter 8 of the statutes of 1976 and by section 3 of chapter 17 of the statutes of 1977, is again replaced by the following:

Number of  
judges.

**“21.** The Superior Court, which is a court of record, shall be composed of one hundred and ten judges, namely, a Chief Justice, a Senior Associate Chief Justice, an Associate Chief Justice and one hundred and seven puisne judges.

Supernu-  
merary  
judges.

It shall also be composed of not more than one hundred and ten supernumerary judges governed by the Judges Act (Statutes of Canada). The residence of such a judge shall be the same as it was before he became a supernumerary judge.”

R.S., c. 20,  
s. 27, am.

**5.** Section 27 of the said act, amended by section 3 of chapter 7 of the statutes of 1966, section 3 of chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 15 of the statutes of 1968, section 1 of chapter 9 of the statutes of 1970, section 6 of chapter 8 and section 2 of chapter 14 of the statutes of 1971, section 7 of chapter 13 of the statutes of 1973, section 14 of chapter 11 of the statutes of 1974, section 4 of chapter 10 of the statutes of 1975 and by section 3 of chapter 8 of the statutes of 1976, is again amended:

(a) by replacing subparagraph 3 of the first paragraph by the following:

“(3) For the district of Saint-François, with residence in the city of Sherbrooke or in the immediate vicinity thereof, three judges;”;

Saint-François.

(b) by replacing subparagraph 6 of the first paragraph by the following:

“(6) For the districts of Saint-François and Bedford, two judges with residence at Sherbrooke, at Cowansville or in their vicinity;”;

Saint-François and Bedford;

(c) by replacing subparagraph 7 of the first paragraph by the following:

“(7) For the districts of Hull, Labelle and Pontiac, with residence at Hull, four judges;”;

Hull, Labelle, Pontiac;

(d) by adding at the end the following paragraph:

“The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Ministre de la justice and with the consent of the Chief Justice, may authorize a judge to reside at a place other than that provided for in this section.”

Other place of residence.

**6.** Section 27 of the said act, amended by section 3 of chapter 7 of the statutes of 1966, section 3 of chapter 18 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 15 of the statutes of 1968, section 1 of chapter 9 of the statutes of 1970, section 6 of chapter 8 and section 2 of chapter 14 of the statutes of 1971, section 7 of chapter 13 of the statutes of 1973, section 14 of chapter 11 of the statutes of 1974, section 4 of chapter 10 of the statutes of 1975, section 3 of chapter 8 of the statutes of 1976 and by section 5 of chapter 17 of the statutes of 1977, is again amended by replacing subparagraph 2 of the first paragraph by the following:

R.S., c. 20, s. 27, am.

“(2) For the district of Québec, with residence in the City of Québec or in the immediate vicinity thereof, twenty-six judges, one of whom shall have special charge of the districts of Gaspé and Bonaventure, another of the district of Beauce, another of the district of Montmagny, another of the district of Arthabaska, another of the district of Kamouraska, another of the district of Saguenay and another of the district of Roberval;”.

Québec;

**7.** The said act is amended by inserting after section 59d, the following subdivision and section:

R.S., c. 20, s. 59e, added.

*“ §9 —Provisions respecting the districts of Bedford  
and Saint-Hyacinthe*

Concurrent  
juris-  
diction.

**“59e.** The courts, the judges of such courts and the justices of the peace sitting in the judicial district of Bedford have, within their respective jurisdictions, concurrent jurisdiction with those of the judicial district of Saint-Hyacinthe, in civil, criminal and penal matters, over the territory of the municipalities of the town of Saint-Césaire, the village of Ange-Gardien and the parishes of Saint-Ange-Gardien, Saint-Césaire and Saint-Paul d'Abbotsford.”

R.S., c. 20,  
s. 72, am.

**8.** Section 72 of the said act, amended by section 8 of chapter 17 of the statutes of 1965 (1st session), section 3 of chapter 15 of the statutes of 1968, section 4 of chapter 19 of the statutes of 1969, section 3 of chapter 14 of the statutes of 1971, section 7 of chapter 11 of the statutes of 1972, section 6 of chapter 39 and section 12 of chapter 13 of the statutes of 1973, section 25 of chapter 11 of the statutes of 1974, section 10 of chapter 10 of the statutes of 1975 and by section 4 of chapter 8 of the statutes of 1976, is again amended by replacing the sixth paragraph by the following:

Maximum  
number.

“The number of judges of the sessions shall not, at any time, exceed sixty-seven, including the two chief judges of the Sessions.”

1976, c. 8,  
s. 7, am.

**9.** Section 7 of the Act to amend the Courts of Justice Act (1976, chapter 8) is amended by inserting after the fourth paragraph the following:

Increase.

“Moreover, a judge mentioned in the first paragraph who is retired after 31 December 1976 benefits by the increase provided for in the fourth paragraph upon his retirement.”

1976, c. 9,  
s. 4, am.

**10.** Section 4 of the Jurors Act (1976, chapter 9) is amended by adding after paragraph *j* the following:

“(k) in the judicial districts of Mingan, Gaspé and Abitibi, except, in the latter case, in the territories of Abitibi, Mistassini and New Québec, persons not domiciled in a municipality situated wholly or partly within a radius of sixty kilometres from the chief place of the judicial district or from any other place authorized by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with section 46 or 61 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20).”

Id., s. 46a,  
added.

**11.** The said act is amended by inserting after section 46 the following:

Dismissal,  
etc.,  
prohibited.

**“46a.** An employer is prohibited from dismissing, suspending or laying off an employee or changing his conditions of em-

ployment other than his remuneration, on the ground that the employee is summoned, or acts, as a juror.”

**12.** This act shall come into force on the day of its sanction, except sections 1, 2, 4 and 6, which shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Government.

Coming  
into force  
(25 Jan.  
1978, G.O.,  
p. 1093).